

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 96

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2727 - Prix : 1€

Macron à Al-Jazeera: colonialiste il reste
Page 4

Attentats : crimes abjects, instrumentalisation dangereuse
Page 3

Chômage : une catastrophe sociale en marche
Page 5

BTP : Les licenciements s'annoncent massifs pour sauvegarder les profits
Page 8

USA

La crise et ses répercussions politiques
Page 9

Maurice

Licenciements massifs dans l'industrie textile
Page 12



De Trump à Biden, deux styles pour une politique capitaliste

Trump a donc été renvoyé par les électeurs américains à son golf et à ses casinos. Pendant quatre ans, il a incarné la politique capitaliste dans ce qu'elle a de plus cupide et de plus brutal. Par sa xénophobie, son racisme, sa démagogie crasse, il a aussi creusé les divisions parmi les travailleurs, entre Blancs et Noirs, entre Américains et migrants. Contre le Covid-19, pour préserver les profits patronaux, il a refusé tout confinement et jusqu'au port du masque et aux gestes barrière. Il a ainsi favorisé la propagation du virus et l'hécatombe qui frappe aujourd'hui, en particulier les plus pauvres. Avec la crise, la condition des ouvriers américains, qu'il prétendait défendre, s'est encore dégradée. Des dizaines de millions de personnes se retrouvent aujourd'hui au chômage et dépendantes de l'aide alimentaire. À l'inverse, les capitalistes ont vu leurs impôts baisser et leurs profits augmenter.

L'élection de Biden a suscité un soulagement chez ceux qui ne supportaient plus Trump, mais cela ne durera pas. D'abord, Trump a recueilli 71 millions de voix, huit millions de plus qu'en 2016. Les milices armées et les groupes d'extrême droite qu'il a encouragés seront toujours là. Ils vont représenter, avec l'aggravation de la crise sociale et économique, un danger pour les Noirs, les migrants et en fin de compte tous les travailleurs.

De ce point de vue-là comme du reste, il n'y a rien à attendre des démocrates et de Biden, que les médias français et européens nous ont vendu comme le sauveur du monde entier. Biden est dans la politique depuis 1972, il a eu tout le temps pour montrer quelle classe il servait : la bourgeoisie de la première puissance mondiale. Au Sénat pendant 36 ans, vice-président d'Obama pendant huit ans, il fut toujours loyal envers le monde des affaires. De nombreux grands patrons l'ont soutenu financièrement pendant la campagne. Et, lundi, Wall Street et les Bourses mondiales ont célébré sa victoire. Biden serait même prêt à prendre des républicains dans son administration. On nous dit que Biden sera moins grossier et moins stupide que Trump, ce qui n'est pas difficile. Mais derrière le vernis, la politique menée par l'administration américaine sera la même, tout entière dédiée aux intérêts des multinationales les Exxon, Amazon et autres Tesla.

Les États-Unis sont la première puissance mondiale et leur loi s'impose à bien des peuples. Partout, ils ont soutenu les dictatures qui servent leurs intérêts, des rois du pétrole aux colonels sud-américains. Au Moyen-Orient, ils ont toujours appuyé Israël contre les Palestiniens. Quant aux régimes qui refusent leur fêrule, ils en paient parfois le prix fort, comme Cuba, sous embargo depuis 1962... Et nombreux sont les pays dont le travail est pillé par les multinationales des États-Unis ; c'est le cas de la plupart des pays d'Asie et d'Amérique latine.

Ce rôle combiné de premier brigand et de gendarme du monde, les États-Unis l'ont assumé quel que soit le parti au pouvoir. C'est une administration démocrate qui engagea le pays dans la terrible guerre du Vietnam. Et plus récemment, Biden approuva les guerres d'Afghanistan et d'Irak.

Non, les choses ne vont pas changer avec un nouveau président. Les élections ne peuvent d'ailleurs changer les choses. Nous en savons quelque chose ici. Certes, chaque pays a ses particularités. Mais l'alternance gouvernementale entre des partis pro-capitalistes, nous connaissons. Les faiseurs de promesses et les marchands d'illusions, la démagogie xénophobe et raciste comme dérivatif à la crise sociale : tous ces ingrédients de la politique américaine, nous les connaissons aussi ! À vrai dire, nous avons même un Biden à l'Élysée et une Trump dans l'opposition...

Le peuple américain a aussi une histoire de luttes et de combats. Dans les années 1930, la classe ouvrière se mobilisa massivement. Dans les années 1960, le pays fut ébranlé par la révolte des Noirs, qui inspira des luttes dans le monde entier. Plus récemment, après le meurtre de George Floyd, des dizaines de millions de personnes ont manifesté contre le racisme et les violences policières.

Ce qui va compter à l'avenir, ce sont les mobilisations, les luttes du monde du travail, des jeunes, des opprimés. Là-bas comme ici, ce qui va être essentiel, c'est la capacité des travailleurs à mener la lutte contre cette classe capitaliste qui n'en a jamais assez, et qui est prête à tout pour maintenir ses profits.

Attentats : crimes abjects, instrumentalisation dangereuse

Quinze jours après l'exécution de Samuel Paty, le professeur décapité à Conflans en région parisienne, trois personnes ont été tuées le 29 octobre dans une église à Nice. Avec cette nouvelle tragédie, un tour supplémentaire a été donné à un engrenage d'amalgames et de divisions au sein de la population et des travailleurs. L'extrême droite islamiste et les crimes qu'elle inspire constituent bien sûr un des rouages de cette mécanique infernale. En creusant un fossé entre musulmans et non-musulmans, elle veut imposer une dictature à ceux-là mêmes qu'elle prétend représenter et défendre. Tout autant zélés pour creuser le fossé, mais depuis l'autre bord, les politiciens de droite et d'extrême droite profitent du crime de Nice et de la trajectoire

de son auteur pour redoubler de démagogie et jeter la suspicion sur tous les musulmans, voire tous les migrants.

Les Républicains et le Rassemblement national en appellent à un régime de guerre, Marine Le Pen proclamant à la télévision qu'il ne faut plus avoir peur d'être traité d'islamophobe, ce qui revient à s'en revendiquer. Quant au gouvernement, il continue de creuser dans la même veine antimusulmane et anti-immigrée. Après le séparatisme, jetant la suspicion sur les musulmans, c'est le sécuritaire, avec le renforcement de Vigipirate. Mais aucun moyen policier et militaire ne peut garantir la sécurité face à des attaques imprévisibles. Ces moyens répressifs, dont la droite et l'extrême

droite réclament le durcissement, au-delà même de « l'État de droit », pourraient par contre servir à faire taire toute contestation.

Dans cette atmosphère pesante, des groupuscules fascistes se sont manifestés dans plusieurs villes. Qu'ils proviennent des réactionnaires français ou islamistes, les courants fascistes ont tout intérêt à creuser le fossé dans la population, à diviser les travailleurs, car leur objectif est de réduire toute contestation au silence, d'imposer leur ordre moral, tout en préservant l'ordre social capitaliste.

C'est contre ce danger mortel pour toute la classe ouvrière que les travailleurs doivent s'armer, dans leurs têtes pour commencer, en opposant à ces divisions leurs objectifs communs.

Castex : nostalgique des colonies

« Je veux dénoncer les compromissions qu'il y a eu pendant trop d'années, les justifications à cet islamisme radical : nous devrions nous autoflageller, regretter la colonisation, je ne sais quoi encore ! » Voilà les propos que Castex a tenus dimanche 1er novembre au journal de 20 heures de TF1.

À entendre le Premier ministre, l'islamisme radical, celui qui n'hésite pas à recourir aux assassinats, trouverait des justifications dans la critique de la colonisation. Il y a parmi la droite et l'extrême droite une tradition solidement ancrée de regretter le temps des colonies et de présenter leur conquête comme une œuvre de civilisation. Sarkozy était même allé jusqu'à faire inscrire en 2005 dans les programmes scolaires *« le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord »*, avant que cette phrase ne soit retirée l'année suivante. Avec un million d'Algériens massacrés lors de la guerre me-

née par l'armée française parce qu'ils réclamaient leur indépendance, en quoi la France a-t-elle joué un « rôle positif » ? Quant à Darmanin, avant qu'il ne quitte Les Républicains pour se rallier à Macron, il fustigeait ce dernier en 2017 pour avoir « insulté la France » en dénonçant le colonialisme. Et, sans surprise, Marine Le Pen, en digne fille de son père, est fidèle au même registre à connotation raciste.

Par ses propos, Castex se situe donc dans la lignée de ces réactionnaires, nostalgiques de l'époque où la France tirait sa prétendue grandeur de l'asservissement des peuples, du pillage de leurs richesses et des massacres commis dans les guerres menées contre ceux qui n'acceptaient pas de se soumettre et se levaient contre l'oppression.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 13 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 14 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 28 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 29 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

Macron à Al-Jazeera : colonialiste il reste

Macron a donné le 31 octobre une longue interview à la chaîne qatarie Al-Jazeera. Il voulait tenter de désamorcer la colère d'une fraction de l'opinion des pays musulmans contre la France, son président, ses lois et la publication des caricatures de Mahomet.

Macron a repris l'argumentation habituelle sur la liberté de la presse, le fait que l'État et le gouvernement français ne cautionnent pas les caricatures, mais garantissent la liberté de publication. Il y a ajouté une explication de sa version de la laïcité. Il peut facilement dénoncer les manipulations des islamistes qui organisent les manifestations antifrançaises. Mais encore faut-il comprendre pourquoi elle fonctionne, pourquoi les islamistes gagnent de l'influence ?

Pour Macron, les islamistes utiliseraient des frustrations dues à la mémoire de la colonisation d'une part, aux difficultés de la jeunesse des cités d'autre part. Effectivement, le message apporté par la France dans bien des régions du monde a été celui de l'expropriation par la force, de la mise en coupe réglée, du travail forcé, voire de la déportation des

esclaves. Depuis les indépendances, elle y ajoute le soutien aux dictatures, le pillage par l'intermédiaire des grandes sociétés, les interventions militaires multiples, l'importation de main-d'œuvre au gré de ses besoins, la fermeture des frontières, suivie de noyades désormais.

La vérité est que l'impérialisme mène une guerre permanente pour maintenir sa domination sur les pays asservis et que la France, ancienne puissance coloniale voulant tenir son rang, y prend une part importante. Dans cette guerre, les puissances occidentales se sont toujours ap-

puyées sur les courants autochtones les plus réactionnaires, dont par exemple l'islam intégriste de la monarchie saoudienne ou des guérillas antirusse d'Afghanistan. Ces islamistes arrivent même à susciter des vocations dans la jeunesse des métropoles, d'où les assassinats comme ceux de Conflans, du Bataclan, etc.

Face à cette réalité, le sirop laïque et les explications de Macron seraient simplement dérisoires s'ils venaient d'un naïf. Venant de l'héritier de la France coloniale et du représentant de la France impérialiste, c'est une injure de plus à la face des opprimés.



Collies déportés à Saïgon par l'administration coloniale

ARC

Blanquer et la jeunesse : valeurs patriotiques, non merci

L'enseignement des valeurs de la république comme rempart contre la montée de la barbarie, voilà ce que le gouvernement, tout comme l'ensemble de la classe politique, jusqu'aux syndicats, propose aux enseignants.

Ces derniers, à la recherche de la meilleure façon de s'adresser à leurs élèves lors de l'hommage à Samuel Paty et, pour certains, se demandant que faire au-delà, se sont ainsi retrouvés sommés de lire, avant la minute de silence, une lettre adressée aux instituteurs par Jean Jaurès en 1888. Alors jeune député radical et admirateur de Jules Ferry, il écrivait : « *Vous tenez en vos mains l'intelligence et l'âme des enfants ; vous êtes responsables de la patrie. Les enfants qui vous sont confiés [...] sont Fran-*

çais et ils doivent connaître la France. »

L'amour de la patrie est donc ce qui est censé ouvrir les esprits de la jeunesse scolarisée. Jules Ferry qui fut à l'initiative des lois rendant l'école obligatoire, laïque et gratuite voulait aussi transformer chaque écolier en patriote, en futur soldat prêt à mourir pour la France.

L'école a certes quelque peu changé depuis les années 1880, mais sur le fond les objectifs que lui fixe la bourgeoisie sont restés les mêmes. Aujourd'hui, comme hier, les « valeurs de la république » qu'elle voudrait inculquer aux plus jeunes consistent à faire accepter la société telle qu'elle est, avec ses inégalités, ses injustices, à les former dans l'idée que riches et pauvres, exploités et

exploités ont les mêmes intérêts.

Or les jeunes des classes populaires se rendent bien évidemment compte que cette république n'est ni égalitaire ni fraternelle. Ils voient leurs parents au chômage, ou qui travaillent pour des salaires ne permettant pas de vivre. Quant à ceux issus de famille immigrées, ils sont bien souvent en butte au racisme. Les attentats tels que celui qui a coûté la vie à Samuel Paty, commis par des intégristes islamistes, renforcent en retour le racisme et l'islamophobie.

En vérité, la jeunesse n'a pas besoin qu'on la trompe. Elle a besoin de comprendre le monde qui l'entoure et de réfléchir aux moyens de le changer de fond en comble.

Chômage partiel de longue durée : faux semblants et réalités

Depuis des mois, de multiples accords collectifs sur le chômage partiel de longue durée ont été signés dans les entreprises, présentés à tort et hypocritement par les employeurs comme une protection de l'emploi pour les salariés.

En réalité, cette protection d'emploi n'existe pas, même inscrite dans les accords collectifs d'entreprise ou de branche. Tout d'abord l'employeur est toujours resté « maître chez lui », comme la loi lui en reconnaît le droit. Il lui suffit de proclamer la nécessité pour l'entreprise de mettre en route des licenciements économiques. Une seule contrainte a été instituée dans le premier décret édicté par le

gouvernement : en cas de licenciement pendant la période couverte par cet accord collectif, l'employeur devait rembourser les sommes allouées par l'État. Ce n'était pas rien, car l'État s'engageait à rembourser aux entreprises 100 % des sommes versées aux salariés, soit 84 % du salaire net. C'est sur ces bases qu'un accord de branche avait été conclu pour toute la métallurgie à l'été 2020.

Pendant l'accord était jugé encore trop contraignant par les patrons. Le 30 septembre, le gouvernement a donc promulgué un nouveau décret. Dorénavant, les employeurs peuvent licencier même au cours d'un accord collectif de

chômage partiel de longue durée prévoyant des garanties d'emploi. Ils n'ont pas à rembourser quoi que ce soit à l'État et peuvent se contenter de déclarer que les perspectives d'activité se sont dégradées par rapport à celles prévues dans l'accord collectif.

L'engagement écrit garantissant l'emploi jusqu'à une date définie ne représente pas une protection réelle. Ce n'est qu'une promesse en l'air de l'employeur, dont il faut être conscient. Les travailleurs doivent avant tout compter sur leur vigilance et leur mobilisation pour défendre emploi et salaire.

Chômage : une catastrophe sociale en marche

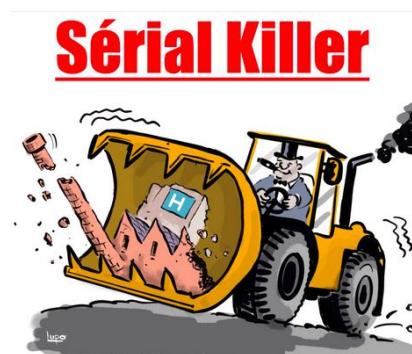
Le chômage connaît une accélération dramatique depuis le déclenchement de la crise sanitaire. Les chiffres officiels de Pôle emploi indiquent que le total des inscrits, en métropole et outre-mer, atteint 6,7 millions de chômeurs, un triste record. Près de quatre millions de ces chômeurs sont en catégorie A, n'ayant exercé aucune activité dans le mois.

C'est particulièrement ce dernier chiffre qui est en train d'exploser, puisque de nombreux salariés intermittents n'ont plus aucune mission, plus aucun contrat. Ils s'ajoutent à tous ceux qui sont licenciés.

Seul un chômeur sur deux inscrits à Pôle emploi est indemnisé, la moitié des chômeurs indemnisés gagnent moins de 1 073 euros brut. Quant aux trois millions de chômeurs non indemnisés, ils basculent vers les allocations ou le RSA. Les demandes de RSA ont augmenté de plus de 10 % dans la plupart des départements. Les associations humanitaires croulent sous les demandes. Dans bon nombre d'unions locales ou de Bourses du travail, les militants syndicaux voient affluer des demandes d'aide pour des dossiers de licenciement.

Le pire est à venir, indépendamment de la question sanitaire car, dans l'ensemble des décisions économiques, sanitaires, sociales, la sauvegarde du profit l'emporte sur toute autre considération, contre l'intérêt général.

Il faut imposer que tout individu en âge de travailler dispose d'un emploi utile et d'un salaire décent. Les besoins sont immenses dans de nombreux secteurs : santé, transport, éducation, construction de logements... Le travail doit être réparti entre tous, et cela à l'échelle de la société, sans aucune baisse de salaire. Il faut pour cela puiser dans les profits accumulés de la classe capitaliste, sous menace d'expropriation, pour réparer les dégâts qu'elle occasionne. C'est la seule alternative à la paupérisation générale du monde du travail.



La baisse annoncée de 3,1 % (soit moins 4350) du nombre des chômeurs à La Réunion dans les fichiers de Pôle Emploi au troisième trimestre était illusoire.

Elle est en effet essentiellement due à l'explosion des radiations administratives (+ 1267 % !) et à l'augmentation des entrées en stages de formation (+ 130 %).

Les chiffres officiels du chômage ont toujours été maquillés. On le savait déjà, mais à présent les chiffres sont là pour le confirmer. De plus en plus de chômeurs abandonnent leurs recherches d'un travail, faute d'offres d'emplois suffisamment nombreuses. Voilà la vérité !

Le chômage fait partie de l'ADN du système capitaliste

Reprenant l'antienne préférée de Macron sur l'apprentissage, Patel, le président de la CCIR, s'est permis d'affirmer que « *Chaque jeune qui part en apprentissage se retrouve inséré dans le monde du travail* ».

Comment se fait-il alors que 65 % des jeunes de moins de 25 ans se retrouvent aujourd'hui sans emploi, selon ses propres dires ?

La réponse est à trouver dans le fonctionnement même du système capitaliste, dans la dictature que font régner patrons et actionnaires dans les entreprises où la recherche du profit maximum fait loi.

Face à l'infernal rouleau compresseur de ce système, ceux qui comme Patel jouent les « messieurs bons offices » en présentant les contrats d'apprentissage et autres contrats d'insertion comme la panacée ne font plus illusion.

Ni les Job Dating où se pressent chaque année des milliers de jeunes qui butent sur le nombre ridiculement bas des offres d'embauches offertes par les entreprises, ni les contrats

PEC financés par l'État, ni même les contrats d'apprentissage ou les services civiques ne permettent aux jeunes de trouver un travail pérenne et d'en vivre.

La seule chose que le patronat est capable de leur proposer, ce sont des emplois à durée déterminée et des salaires minables. Toutes les entreprises, à commencer par les plus grandes, usent et



Les capitalistes ne connaissent pas la crise !

La grande distribution ne connaît pas la crise. Le groupe Carrefour a ainsi réalisé sa plus forte croissance depuis 20 ans : son chiffre d'affaire a augmenté de 8,4 % au troisième trimestre 2020 par rapport à la même période de l'an dernier.

Voilà largement de quoi augmenter les salaires de ses employés et transformer tous les contrats précaires en contrats permanents, les temps partiels en temps pleins.

abusent des contrats précaires parce que cela leur permet de ramener tous les salaires vers le bas et de réaliser le maximum de profit.

Les jeunes travailleurs comme les anciens ne doivent pas se faire d'illusions sur la capacité du système capitaliste à leur faire une place et à les traiter humainement, c'est complètement antinomique avec le système capitaliste.

Alors ce système, il faut le mettre à bas pour en finir avec toutes les injustices subies par la classe ouvrière !

La hausse des salaires : hantise du patronat !

Lors de son discours sur l'état de l'Union Européenne, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, a fait la proposition que face à la montée de la pauvreté en Europe chaque citoyen ait droit à « un salaire minimum », rappelant que pour de nombreuses personnes « le travail ne paie pas ».

Les salaires minimum, quand ils existent en Europe ne permettent pas de vivre décemment. Ils varient ainsi dans des proportions considérables d'un pays à l'autre. Ainsi le Smic brut luxembourgeois vaut 2142 euros. Il est d'un peu plus 1500 euros en France et en Allemagne, quand il chute à 583 euros en Pologne et 312 euros en Bulgarie ! Avec une telle disparité, les patrons ont beau jeu de

mettre en concurrence les travailleurs européens, pour leur plus grand profit !

À cela s'ajoute le fait que la crise épidémique a dégradé encore plus la situation de la classe ouvrière européenne. Les grandes entreprises ont profité de l'épidémie de Coronavirus pour licencier à tout va et fermer les entreprises que leurs dirigeants jugent pas assez rentables.

Les responsables des bas salaires et de la hausse du chômage sont les capitalistes. Mais la seule évocation d'une augmentation des salaires permettant aux travailleurs européens de mieux vivre de leur travail a créé un électrochoc parmi les dirigeants des organisations patronales. Markus Beyer, le directeur général de l'or-

ganisation patronale européenne Business Europe, dont le Medef fait partie, a déclaré que cela reviendrait à créer « un monstre administratif ».

Ne retenons de ces jeux de rôle que le constat d'un système qui jette l'écrasante majorité de la population vers la pauvreté. C'est cette monstruosité là qu'il faut abolir.



Les patrons et leurs larbins



Au parlement, les députés réunionnais s'activent tous pour défendre les intérêts du patronat de La Réunion. David Lorion, député LR de la 4ème circonscription, le plus prolifique, a déposé pas moins de 51 amendements. Celui introduisant l'audiovisuel dans le secteur de compétitivité renforcée bénéficiant d'exonérations de charges sociales majorées, a été adopté par l'assemblée.

La presse écrite bénéficiait déjà de cet avantage. Les patrons du JIR et du Quotidien ont ainsi économisé

des sommes considérables qu'ils n'ont même pas utilisées pour sauvegarder les emplois puisque le JIR a procédé au licenciement d'un tiers de ses effectifs l'an dernier et que le Quotidien s'apprête à licencier 40 % de ses journalistes cette année.

Cela montre une fois de plus que les aides au patronat ne protègent en rien les travailleurs des mauvais coups patronaux. Seules leurs luttes et leur solidarité peuvent y faire échec.

Crise pétrolière : les emplois consumés

Lundi 2 novembre, après avoir déjà reculé de 10 % la semaine précédente, les cours mondiaux du pétrole enregistraient une nouvelle chute, les ramenant au niveau du mois de mai dernier.

Avec la deuxième vague de Coronavirus et l'aggravation prévisible de la crise économique, les spéculateurs anticipent une nouvelle baisse de la demande mondiale et tirent les prix à la baisse, des prix tellement bas depuis mars que nombre d'entreprises font ou vont faire faillite. Selon une étude, 20 % – un million – des cinq millions d'emplois que le secteur pétrolier compte à l'échelle de la planète sont condamnés dans les mois qui viennent. 100 000 travailleurs auraient déjà perdu leur emploi. Aux États-Unis, des centaines de petits producteurs de pétrole de schiste, dont la production n'est pas rentable à moins de 50 dollars le baril, sont à bout de souffle.

La plupart des grandes compagnies pétrolières n'en ont pas moins choisi de maintenir les milliards de dividendes promis aux actionnaires. Elles ont pour cela emprunté sur les marchés financiers et elles réduisent leurs coûts. Ainsi, British Petroleum a décidé de verser 7 milliards de dollars de dividendes après avoir annoncé en juin la suppression de 10 000 emplois ; Chevron, la deuxième com-



Sébastien Blonde - Le Parisien

En France, des salariés manifestent contre les licenciements chez Total

pagne pétrolière américaine, prévoit de supprimer 6 000 emplois ; le français Total, 3 000 dans sa filiale Hutchinson.

Les compagnies pétrolières ont de plus toutes revu à la baisse, en moyenne de 20 %, leurs investissements dans l'exploration de nouveaux champs, entraînant une cascade de suppressions d'emplois dans la sous-traitance. En Europe, 200 entreprises, essentiellement britanniques et norvégiennes, sous-traitantes des grandes compagnies pétrolières, sont menacées par la crise.

Les crises économiques sont l'occasion pour les plus forts des capitalistes de concentrer un peu plus les

secteurs qu'ils dominent. Elles sont aussi l'occasion de réorienter plus vite leur capital, en laissant tomber ce qui est moins rentable. Ainsi les grands groupes pétroliers, sans abandonner le pétrole, investissent aussi dans les énergies renouvelables et, surtout, dans le gaz naturel. Total et BP, qui avaient déjà des programmes en ce sens, ont décidé d'aller plus vite. Il s'agit pour eux de garantir les dividendes des actionnaires. Ni l'emploi des travailleurs, ni l'avenir de la planète n'entrent en ligne de compte.

Epidémie : les faux remèdes de l'ARS et du Gouvernement

Interrogée par *Le Quotidien* Martine Ladoucette, la directrice de l'ARS appelle les Réunionnais à ne pas baisser la garde, à respecter les geste barrières, etc.

Selon elle, la remontée du nombre de cas depuis septembre, serait due aux vacances scolaires au cours desquelles il y a eu plus « *d'interactions sociales sans respects des gestes barrières* » et au retour des voyageurs sur l'île.

Mais pas un mot sur la proximité des salariés au travail ou des clients des grandes surfaces. Car c'est bien connu, le virus s'arrête aux portes des entreprises !

Selon elle, si La Réunion ne s'en

sort pas trop mal jusqu'ici par rapport à la Métropole ou à la Martinique, c'est que l'ARS aurait mis en place depuis septembre une « *équipe unique* » avec l'assurance-maladie « *qui a très bien fonctionné* ».

Les délais d'attente trop longs pour se faire dépister, les résultats tardifs, le manque de suivi des cas « contacts » auraient échappé à madame Ladoucette ?

L'efficacité tant vantée aujourd'hui par la directrice de l'ARS ne fera pas oublier le manque de masques et les masques périmés fournis par celle-ci au mois de mars et avril, encore moins les suppressions des lits et de postes dans les

hôpitaux avec sa bénédiction.

Aujourd'hui, Martine Ladoucette reconnaît qu'il pourrait y avoir un risque d'engorgement des hôpitaux en cas de deuxième vague concomitante avec une flambée de dengue avec le retour de l'été austral.

Cette situation serait le résultat de la politique de restriction menée par les gouvernement successifs avec la complicité de l'ARS. Et pour éviter d'en arriver là, les autorités tentent de mettre des sparadraps sur une plaie béante en ayant recours au couvre-feu ou au confinement !

DANS LES ENTREPRISES

BTP

Les licenciements s'annoncent massifs pour sauvegarder les profits



Prétextant de la crise COVID les grandes entreprises du BTP ne font que quémander à l'État des aides supplémentaires pour soi-disant sauver les emplois. Et malgré la mobilisation de fonds d'aide par milliards pour les entreprises les patrons du secteur s'apprêtent à supprimer plusieurs centaines de postes. Seulement à GTOI le nombre de travailleurs licenciés ou non embauchés en contrat de chantier

sera d'environ 250 à 300 en début 2021.

Il est évident que cela impactera également les centaines d'entreprises qui travaillent en sous-traitantes avec les grands groupes. Au final ce sera obligatoirement des milliers de travailleurs du BTP qui seront condamnés au chômage et à la perte d'une bonne partie de leur revenu.

Les patrons ne veulent que sauver leurs profits et ne font dans ce but

qu'exiger de l'État et des collectivités locales des aides sans pour autant maintenir les emplois et les salaires.

Ces faits démontrent l'incapacité des patrons, de l'État et des politiques à répondre aux besoins urgents de la population.

En effet, il est absurde d'accepter les licenciements des ouvriers du BTP alors qu'il faut en urgence construire 30000 nouveaux logements.

Au lieu de dilapider des fonds publics en arrosant les patrons, il faudrait construire et réhabiliter les logements suivant le besoin de la population et cela à prix coûtant.

Les besoins de la population et des travailleurs ne peuvent être pris en compte dans un système où le profit est roi et les hommes politiques à plat ventre devant les capitalistes.

Souhaitons que toutes ces attaques contre le monde du travail et les classes populaires conduisent à la prise de conscience qu'il est vital d'inverser la vapeur.

Entre publicité et réalité...

En trois ans, La Poste a supprimé à La Réunion 146 postes.

En effet, en avril 2018 il y avait à La Poste 1827 salariés tous services confondus contre 1681 en septembre 2020 (36 chargés de clientèle et 56 facteurs en moins).

Qui plus est, plus de la moitié des agents ne sont pas titulaires, La Poste recrutant de plus plus sous l'intérim,

en CDD, ou au mieux des salariés en contrat CDI, qui n'ont pas le statut de fonctionnaires et qui touchent des salaires bien inférieurs, sans prime dite de « vie chère ».

La Poste court après la rentabilité aux dépens des conditions de travail et du service rendu à la population.

C'est dans ce but qu'elle s'est séparée de la partie financière en créant

la banque postale, en la livrant aux actionnaires privés.

C'est dans ce but aussi qu'elle continue à fermer des agences en France notamment dans les écarts, obligeant les habitants à faire leurs opérations de courrier à la boutique du coin.

C'est comme ça que le groupe La Poste « crée les services demain » !

DANS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

La crise et ses répercussions politiques

Au moins onze millions d'emplois détruits cette année, près de quarante millions de personnes dépendant de l'aide alimentaire, dix millions de contaminations par le coronavirus ayant entraîné à ce jour plus de 230 000 décès : telle est la situation dans laquelle se débat la population américaine au moment des élections.

La pandémie a durement frappé les couches populaires : Noirs, immigrants, travailleurs dans les secteurs industriels, l'agriculture ou les petits boulots. Au niveau fédéral, la démagogie d'un Trump, tout à sa campagne électorale, a abouti à l'immobilisme, et même à saper les efforts des autorités locales pour freiner l'épidémie.

Le choc sanitaire a été le catalyseur de la crise économique qui s'est accélérée au printemps dernier. Un ralentissement économique était déjà en cours depuis plusieurs années, à peine masqué par la spéculation boursière qui faisait monter les cours de la Bourse à Wall Street. Les cadeaux fiscaux de Trump, qui a baissé l'impôt sur les bénéfices des entreprises de 35 à 21 % en 2017, n'ont fait qu'accroître la masse de capitaux attirés par la seule activité financière et accélérer la crise.



Ben Margot - Associated Press

L'aide de l'État fédéral et de la Fed, la banque centrale, a été principalement dirigée vers le grand patronat. Pour l'aider à sauver ses profits, 2 000 milliards ont été débloqués rapidement : pour cela, les démocrates et les républicains ont mis de côté leurs querelles et leur rivalité pour le pouvoir.

Révoltés par la brutalité policière répétée envers les Noirs, des millions d'Américains ont participé à des manifestations antiracistes cette année. Face à cette mobilisation, des bandes d'extrême droite armées ont paradé démonstrativement en soutien aux forces anti-émeutes de la police pour « nettoyer les rues », entraînant des confrontations qui ont déjà fait quelques morts.

Les tensions politiques ont jus-

qu'à présent été largement canalisées par la campagne électorale. À l'avenir, elles prendront peut-être d'autres formes, d'autant plus brutales que le capitalisme en crise bouleverse la vie de tant de gens. C'est pourquoi attribuer toute la responsabilité de la situation catastrophique au seul Trump, comme l'ont fait les démocrates pour faire élire Biden, revient à cacher les causes réelles de la crise : l'avidité d'une bourgeoisie qui précipite le monde du travail vers l'abîme.

C'est cette bourgeoisie qu'il faudra renverser si les travailleurs ne veulent pas subir l'exploitation, le chômage et la pauvreté, en y étant contraints par un État brutal et raciste, voire par la menace de milices armées fascistes.

Les femmes en lutte

La colère continue de se manifester en Pologne, suite à la décision du gouvernement polonais, le 22 octobre, de déclarer non constitutionnelle l'une des trois possibilités d'avorter, celle bénéficiant aux femmes enceintes d'un fœtus présentant des malformations graves et irréversibles.

Il ne restera donc plus, comme cas permettant d'avorter, que le viol, l'inceste, ou un risque de décès de la mère durant la grossesse. Mercredi 28 octobre, une journée de grève a été très suivie, et les manifestations ont rassemblé 460 000 personnes. Vendredi 30 octobre, une manifestation de 100 000 personnes a eu lieu à Varsovie. Il est notable que la colère touche aussi de petites villes, même dans les régions de l'est et du sud, plus rurales et conservatrices, où le PiS, le parti réactionnaire au pouvoir, a traditionnellement de bons résultats. À plusieurs reprises, les manifestations s'en sont prises à des églises, où des graffitis ont été inscrits, voire où des manifestants ont pénétré avec des pancartes.

C'est à juste titre que les mani-



"Le choix appartient aux femmes"

festants désignent l'Église comme responsable de cette décision, car celle de Pologne est une des plus réactionnaires qui soient, déversant des discours hystériques sur les femmes qui avortent, mais aussi celles qui utilisent la contraception, celles qui divorcent, etc. Lorsque le pape a récemment envisagé de reconnaître l'union civile pour les couples homosexuels, l'épiscopat polonais a déclaré que les prises de position du pape ne correspondaient pas à la doctrine de l'Église.

À la suite de ces irruptions dans les églises, et surtout de ce mouvement de protestation massif, le vieux dirigeant du PiS, Kaczynski, récemment promu vice-Premier ministre, a déclaré qu'il s'agissait « d'une attaque ayant pour but de détruire la Pologne ». Ses termes, « c'est la guerre », sont aussi ceux des slogans que manifestantes et manifestants clament dans les rues. Et il n'est pas dit que ce gouvernement réactionnaire gagne cette épreuve de force.

ALGÉRIE

Référendum, un camouflet pour le pouvoir

En Algérie, le 1er novembre, sur les vingt-quatre millions d'électeurs, seuls six millions ont participé au référendum sur la révision de la Constitution censée poser les bases d'une Algérie nouvelle.

Si le oui l'a emporté à 66,8 %, le fait marquant de ce scrutin est le taux d'abstention de plus de 75 %.

Cette abstention constitue un désaveu cinglant pour le nouveau président de la République Mohammed Tebboune, en quête de légitimité depuis son élection de décembre 2019. Ses promesses d'améliorer le niveau de vie des classes populaires et de nouer le dialogue avec les partisans du Hirak, le mouvement de contestation né en février 2019, lui

avaient permis à l'époque de rallier 40 % des électeurs, qui aspiraient à une certaine stabilité.

Un an plus tard, cette révision est apparue comme un simple ravalement de façade, qui protège les tenants du système. Profitant de la pandémie, le pouvoir a tenté de liquider les libertés de manifester et de s'exprimer dans l'espace public qu'avait imposées le mouvement de l'an dernier. La répression à l'égard des militants et l'interdiction des meetings ont réduit les débats, la plupart des partis appelant au boycott.

Les classes populaires, confrontées à l'inflation, au chômage de masse, se sont détournées de cette mascarade électorale. En même

temps, elles constatent que, si le Hirak a conduit à la démission de Bouteflika, l'oppression et la corruption, elles, n'ont pas disparu. Le camouflet infligé au pouvoir à travers cette abstention massive constitue un énième rejet, significatif des sentiments des travailleurs et des classes populaires à l'égard du pouvoir et de ce « système » contre lequel le Hirak s'est dressé. Et, alors qu'ils sont touchés de plein fouet par la crise, il est urgent que ce rejet se transforme en une conscience claire des objectifs pour lesquels ils ont à lutter et pour lesquels ils devront s'organiser en tant que classe.

CÔTE D'IVOIRE

Les fauteurs de guerre civile

L'élection présidentielle du 31 octobre en Côte d'Ivoire a donné lieu à des affrontements dans lesquels, selon l'opposition, une trentaine de personnes ont perdu la vie. C'est le résultat de plusieurs mois de campagne au cours desquels les principaux prétendants ont tout fait pour entraîner la population dans des heurts sanglants.

L'actuel président, Alassane Ouattara, a été proclamé élu avec 94 % des voix. Il ne devait pas se représenter et avait lui-même révisé la Constitution en 2016 pour limiter à deux le nombre de mandats présidentiels, ce qui l'excluait du prochain scrutin. Son Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, devait lui succéder pour préserver les intérêts du clan. Tout était donc prévu, sauf la mort subite de Coulibaly, victime d'un infarctus le 8 juillet dernier. Ouattara a alors invoqué un cas de force majeure pour se présenter.

Les leaders de l'opposition, Henri Konan Bédié et Pascal Affi N'Guessan, ont aussitôt crié à l'imposture et appelé au boycott actif de ces élections, sans pour autant retirer leur candidature. Le 31 octobre, ils ont appelé leurs partisans à empêcher physiquement la tenue du vote. Le pouvoir avait de son côté déployé 35 000 policiers, gendarmes et militaires pour que le scrutin se tienne envers et contre tout.

Alassane Ouattara, au soir des élections, s'est déclaré satisfait de la tenue du scrutin, où la participation aurait été de 54 %. L'opposition de son côté déclarait que ces élections ne valaient rien et affirmait que la participation n'avait été que de 10 %. Elle appelait à une « transition civile » et à de nouvelles élections. Tout cela a un air de déjà-vu et laisse augurer le pire.

Tout cela se fait sous l'œil attentif du gouvernement français, dont

Ouattara, comme l'opposition, sollicitent le soutien. La Côte d'Ivoire est depuis l'indépendance la tête de pont de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest. Les capitalistes français, comme Bouygues ou Bolloré, y jouissent d'une situation privilégiée, et tous les candidats aspirent aujourd'hui à les servir, comme ils l'ont toujours fait, en même temps qu'ils tiennent à se servir eux-mêmes.

Tous ces candidats au pouvoir ont maintes fois montré comment ils menaient leurs combats pour l'accès aux richesses avec le sang des travailleurs, et s'entendaient à les dresser les uns contre les autres, ethnies contre ethnies. Tous sont les ennemis mortels du monde du travail, qui ne peut leur opposer que son unité et sa lutte autour de ses objectifs de classe.

MALI

Intervention militaire sans issue

La ministre française des Armées, Florence Parly, a annoncé lors de sa visite au Mali lundi 2 novembre que 60 djihadistes avaient été tués par l'armée française fin octobre.

Selon l'état-major, l'opération a donné lieu à une importante concentration de moyens militaires afin d'anéantir une colonne de djihadistes à moto : Mirages 2000, commandos des forces spéciales, drones tueurs. On peut supposer que cette armada a été mobilisée pour tirer dans le tas, et rien ne dit que parmi ses victimes ne figurent pas, à côté des djihadistes, des civils maliens. Ce ne serait pas la première fois. Le 1er septembre, un civil avait été tué et deux autres blessés par un militaire de la force Barkhane, dans un bus qui ne s'arrêtait pas à ses sommations.

En juin dernier, la ministre em-

ployait presque les mêmes mots pour qualifier l'exécution par l'armée française du chef djihadiste Abdelmalek Droukdel. À l'en croire, les groupes djihadistes n'en finissent pas d'être démantelés. Dans la réalité, d'autres prennent simplement leur place.

Ces groupes contrôlent toute une partie du pays. En octobre, ils ont ainsi occupé pendant trois semaines un village de 3 000 habitants, Farabougou, après y avoir tué six habitants et en avoir kidnappé neuf autres. Quant aux méthodes de l'armée malienne, elles sont restées les mêmes. Elle s'en est prise fin octobre au village peul de Libbé dans une opération de représailles. On y a retrouvé une quinzaine de corps et des habitations incendiées. Ces exactions, semblables à celles des djih-

distes, fournissent à ceux-ci plus de combattants que l'armée française ne peut en tuer.

Florence Parly s'est bien sûr gardée d'évoquer le sujet avec ses interlocuteurs du nouveau gouvernement malien. Elle était juste venue s'assurer qu'ils continueraient à mener la guerre, avec les méthodes qui leur conviennent, pour sauvegarder les intérêts de l'impérialisme français.



Licenciements massifs dans l'industrie textile

Esquel Group est une grosse entreprise chinoise, dont le siège est à Hong Kong et qui produit des millions de vêtements en Chine, mais aussi au Sri Lanka, au Vietnam et à Maurice.

Dans ce dernier pays, Esquel exploitait jusqu'à peu quelques 1700 ouvriers mauriciens ainsi que 455 ouvriers malgaches et bangladais pour des salaires de misère.

En septembre dernier la direction de l'entreprise annonçait que, suite à la décision des États-Unis, principal client d'Esquel, de fermer ses frontières aux produits chinois, et face à la baisse importante des ventes des produits textiles dans le monde due à la crise sanitaire, elle avait l'intention de fermer son usine mauricienne. Esquel annonçait le licenciement de tous ses ouvriers étrangers et demandait au gouvernement mauricien de les renvoyer dans leur pays d'origine sans autre forme de procès.

Esquel Group, comme tant

d'autres capitalistes, a bénéficié de confortables aides gouvernementales. Justifiées par la « création d'emplois ». En contrepartie, une loi mauricienne nouvelle oblige les patrons qui licencient à négocier des indemnités de rupture de contrat et à étudier la possibilité de réembaucher ces travailleurs dans d'autres sociétés. On voit ce qu'il en est aujourd'hui !

Refusant d'être jetés à la rue sans indemnités et sans mesure de reclassement, les ouvriers malgaches ont manifesté leur mécontentement le 10 septembre devant le ministère du travail à Port Louis. Ils ont obtenu pour la plupart d'être réengagés dans d'autres entreprises.

Un mois plus tard, Esquel Group annonçait aux 1700 ouvriers mauriciens que leur tour était venu et qu'elle mettait fin à leurs contrats alors que certains d'entre eux travaillent pour Esquel depuis plus de trente ans avec en tout et pour tout en guise d'indemnisation un mois de

salaire pour chaque année de présence alors que les travailleurs en réclamaient trois.

Les capitalistes et actionnaires d'Esquel Group qui emploient dans le monde 57 000 ouvriers ont les moyens d'attendre un retournement plus favorable de la situation économique. Pour les milliers de travailleurs qu'ils jettent sur le pavé, c'est toute une période de difficultés qui s'ouvre devant eux.

Pour les travailleurs, le capitalisme est une jungle impitoyable, pour en sortir il leur faudra abattre le système qui les opprime.

4 ouvriers bangladais morts pour le profit

Jeudi 5 novembre à 7 heures du matin, un car transportant 70 travailleurs originaires du Bangladesh s'est encastré dans un abri-bus dans le quartier de Pailles au sud de Port Louis. Cet accident a fait 4 morts et 64 blessés graves parmi ces ouvriers, dont le chauffeur de car qui a été amputé des deux pieds. Il semble, aux dires des passagers, que le chauffeur les ait avertis peu avant l'accident que les freins de l'engin ne répondaient plus et que le car était en surcharge.

Malgré ces éléments mettant en cause la responsabilité des patrons propriétaires du car le ministre du Travail, Soodesh Callichurn a déclaré qu' « une enquête déterminera si le chauffeur a commis une infraction au code de la route ». Autant dire que ce représentant du gouvernement mauricien exclue toute responsabilité du patron de la compagnie de cars !

La bourgeoisie mauricienne exploite honteusement des milliers de travailleurs et de travailleuses venant du Bangladesh pour suer du profit dans ses entreprises. Cet accident dramatique est révélateur du profond mépris qu'elle affiche pour ces travailleurs corvéables à merci. C'est elle qui porte l'entière responsabilité de leurs décès et de leurs souffrances.



LO

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282